



Sections régionales des Pays de la Loire

---

## Déclaration liminaire de la délégation du SYAC-CGT/SNETAP-FSU au CTREA du 6/10/16

### A l'heure du bilan....

A cette rentrée, une fois n'est pas coutume, il venu le temps de faire le bilan...le bilan de la politique de ce gouvernement, du Ministre S.LE FOLL et de la DGER depuis 2012...et donc de ses effets en région.

On se rappellera que le mandat avait commencé en région par l'annonce de suppression de postes d'Assitants d'éducation. On se rappellera aussi que le mandat se termine par la création de 1 voire 1,5 ETP d'AE (pour le mi temps rien n'est encore sur 1 mois après la rentrée....).

Alors oui, nous avons pu observer depuis 2012, dans notre région la création de postes (souvent d'ajustement, souvent à temps incomplet) d'enseignants, d'infirmières, rarement administratifs, jamais ou presque d'assitant déducation.

Oui, pour la première fois, nous avons assisté à la nationalisation d'un lycée privé...mais que cela fut dur...et que le trajet sera encore long....

Mais l'heure du bilan...

**C'est aussi évoquer un dialogue social en panne.** Oui en panne, car malgré des rencontres fréquentes avec les services de la DRAAF, le constat est amère : depuis 2012, tous les votes émis en CTREA sur la carte scolaire ont été négatifs...mais rien n'y a fait...et l'évolution de la carte scolaire de l'enseignement public est chaque année plus indigente. Autre exemple, 4 ans après la mise en place du CHSCTREA, la dernière réunion de l'instance a été symptomatique de son dysfonctionnement généralisé.

**C'est aussi évoquer un service public qui n'a pas eu les moyens d'assumer sa mission.** Ce sera aussi la marque indélébile de ces années LE FOLL. Il manque toujours (même dans le budget 2017) plus de 3000€ par poste d'AE, somme qui restera à la charge des établissements. Depuis 2012, plusieurs centaines de jeunes se sont vus refuser, dans notre région, l'accès à l'enseignement public, faute de places. Cette année encore mais comme en 2012, 2013, 2014 et en 2015 : les options facultatives ne sont pas financées en région ET le note de service sur les langues n'est pas appliquée. Quand dans le même temps le privé communiquait en bafouant le code rural, ouvrait des classes...et repassait la barre des 80 % d'élèves scolarisés dans les Pays de la Loire.

**Mais l'heure du bilan... C'est aussi évoquer que l'agro-écologie, projet phare de S.LE FOLL ne peut masquer la forêt dévastée de la pédagogie :** du développement durable, il

n'est plus question. Le plan sur les valeurs de la République, sans objet-sans moyens, n'est que poudre aux yeux. Les réformes des diplômes qui se sont succédés ont non seulement fragilisé les équipes pédagogiques mais également les diplômés. Que ce soit tout d'abord le BAC STAV mais aussi et surtout, la RVP. Les signaux, les clignotants qui alertent depuis des années sont tous au rouge mais, malgré les remarques des professionnels, des personnels, rien n'est fait pour répondre au champ de ruines que laisse progressivement ce bac pro 3 ans.

Vous nous permettez à ce stade une petite devinette : qui a dit : « Les circonstances dans lesquelles ce baccalauréat professionnel en trois ans a été mis en place à l'époque étaient inacceptables (...) Nous savons bien que la réforme reposait sur une logique purement comptable et sur des suppressions de postes massives. »...Je ne vous laisse pas trop longtemps chercher...ce n'est pas facile...c'est Mme Najat Vallaud-Belkacem (en mars dernier)...comprend qui pourra quand on voit ce qui a été fait pour changer tout cela. Nous en parlerons cet après midi lors de la 2<sup>e</sup> rencontre du groupe de travail sur le sujet.

**C'est aussi évoquer les laissés pour compte de cette politique...et ils sont nombreux.**

Ce sont les contractuels qui chaque année doivent subir retards de paiement de salaire ou de signature de contrat. Ce sont les familles et les jeunes qui ont vu le fond social lycéen disparaître. Et ce sont aussi, et surtout, les agents des CFA/CFPPA qui n'ont pu réellement participer au plan de déprécarisation. De plus, dans notre région, mais comme dans d'autres ce sont plusieurs centaines de milliers d'euros qui ne sont plus compensés sur les postes gagés dans les centres, les fragilisant tous, allant jusqu'à menacer l'existence même de certains.

**C'est aussi évoquer une DGER aux abonnés absents sur toujours plus de sujets.**

A cette rentrée, par exemple, et parce que nous avons déjà été trop longs, nous n'en évoquerons qu'un. Celui des HSE du dispositif d'individualisation. Alors que nous sommes déjà à plus de 5 semaines de la rentrée, le SRFD, les établissements n'ont toujours pas connaissance de la notification des HSE (dispositif individualisation). Ce sont 67 jours de retard...si l'on en croit la note de service...mais faut il, encore, croire les notes de service ?

Alors oui, l'heure du bilan est arrivée...et pour nous...

*L'état de la pelouse est sacrément dégradé !*

Tant pis pour nous si le professeur Stéphane ne nous donne pas une bonne note !

La délégation du SYAC-CGT et SNETAP-FSU